

Daniel Bensaïd

## L'actualisation du Programme commun

### Le cercle vicieux du réformisme <sup>1/</sup>

Le livre de l'économiste SC Kolm, publié en janvier dernier a déjà eu un écho important, aussi bien dans la presse traditionnelle que dans la presse ouvrière. Il traite, à la lumière des expériences chilienne et portugaise, d'un sujet brûlant : la politique économique de la gauche au pouvoir. Il en décortique honnêtement les contradictions, même s'il ne va pas jusqu'au bout des conclusions qu'il suggère.

#### La spirale

Kolm part d'un rappel sur l'histoire du Chili sous l'Unité populaire et sur celle du Portugal entre 1974 et 1975.

Au Chili, Allende remporte les élections présidentielles à l'automne 1970 et forme un gouvernement d'Unité populaire (UP) auquel participent notamment le PS et le PC. Dès janvier 1971, les salaires sont pratiquement doublés, cependant que la hausse des prix est freinée : elle sera de 22 % pour l'année 1971 au lieu de 35 % en 1970. Ce freinage est obtenu grâce à un contrôle gouvernemental, qui impose même la baisse des prix pour certains produits de consommation courante. Pour exercer ce contrôle le gouvernement appelle à la création de comités de ravitaillement (les Jap), qui prendront dans la lutte contre le sabotage patronal à partir de 1972 un caractère de masse. Si la part des profits dans le produit national recule par rapport à celle des salaires, leur volume se maintient dans un premier temps, dans la me-

<sup>1/</sup> À propos du livre de S.C. Kolm *La Transition socialiste*, éditions du Cerf.

sure où la victoire de l'Unité populaire coïncide avec un contexte de reprise dans l'économie mondiale qui permet d'utiliser les capacités inemployées.

Ce sont ces premiers succès qui assurent la victoire électorale de l'UP aux élections municipales de mars 1971, où, pour la première et la dernière fois, elle atteint la majorité absolue de 50 %. Mais l'augmentation des importations, la spéculation sur les prix du cuivre (principale exportation chilienne) qui s'effondrent, le chantage des créanciers internationaux, conjuguent leurs effets. En 1972, les prix grimpent de 163 %. En 1973, ils s'envolent avec une augmentation de 508 %. Dès 1972, cette inflation galopante a mangé l'augmentation des salaires : les salaires réels sont inférieurs de 2,7 % à ce qu'ils étaient au moment de l'arrivée de l'UP au gouvernement.

De même, au Portugal, après une augmentation substantielle des salaires, les prix flambent à partir du printemps 1975 et dépassent les augmentations de salaires à l'automne (sauf pour les plus bas salaires qui ont pratiquement été doublés). Quel est donc le mécanisme mis en évidence par Kolm à partir de ces expériences, et qui pourrait s'appliquer en France en cas de victoire de la gauche ?

**a)** Au début, les salaires sont augmentés, notamment les bas salaires, et les prix sont dans une certaine mesure contrôlés.

**b)** L'augmentation des salaires provoque une augmentation de la consommation au moment même où les investissements sont gelés : les capitalistes privés qui gardent l'initiative de l'investissement font fuir les capitaux, ou les gardent en attendant des jours meilleurs pour eux.

**c)** L'augmentation des bas salaires entraîne surtout une croissance de la consommation directe. Or, rien ne dit que la structure de production

existante et les capacités inemployées correspondent précisément à ce type de demande. Au Chili, les responsables de l'Union populaire avaient aussi surestimé l'importance de ces capacités de production inemployées. Il en résulte donc un gonflement des importations.

**d)** L'accroissement des importations se traduit par un déficit commercial, qui se combine aux effets de la fuite des capitaux : les réserves s'épuisent, le pays s'endette et devient vulnérable au chantage de ses créanciers. Les importations deviennent de plus en plus chères pour une monnaie de plus en plus faible : les prix en subissent le contre coup.

#### L'engrenage

En dehors d'une mobilisation collective et d'une planification démocratique de l'économie, un blocage prolongé des prix peut se traduire par de la pénurie, des manques, des files d'attente, du marché noir, du mécontentement. Au Chili, pour freiner la tendance à la flambée des prix, le gouvernement de l'Union populaire a bloqué les prix et les tarifs qui dépendaient de lui, ceux de « l'aire de propriété sociale », autrement dit du secteur nationalisé. Mais cela n'a pas empêché les prix de grimper dans les autres secteurs et de creuser le déficit budgétaire au détriment de l'État. Si on ne veut pas rentrer dans ce cercle vicieux, l'augmentation des salaires doit s'accompagner d'un strict veto des travailleurs sur les licenciements (sinon les patrons essaient de compenser les augmentations de salaires par des compressions de personnel) et de l'extension des expropriations, afin de mettre en œuvre une planification, qui seule permettrait un réel contrôle global des prix.

Nous avons déjà vu à partir de l'expérience chilienne, comment l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs pouvait se traduire par une augmentation de la demande

de biens d'équipements, donc pas une inadap-  
tation de l'appareil de production, au moment  
même où les investissements privés se font  
réticents. Il faudrait donc changer la struc-  
ture de production, mais c'est une opération  
lente et coûteuse qui se heurte aux intérêts  
privés des capitalistes encore puissants.

Ce que Kolm reconnaît bien : « Dans les cir-  
constances envisagées, il faut sans doute peu  
compter sur l'action spontanée des entrepre-  
neurs privés pour réaliser ces investissements  
et reconversions, en tout cas avec l'amplitude  
nécessaire et à temps, pour une série de rai-  
sons bien claires : les interventions publiques  
sur les prix empêchent ceux-ci de donner tout  
le profit qu'ils donneraient autrement ; ces  
entrepreneurs, de plus, ne savent pas si le nou-  
veau régime, donc la nouvelle distribution,  
donc la nouvelle demande, dureront ; et enfin  
ils préfèrent peut-être laisser l'expérience  
sociale en cours s'enfermer dans des difficul-  
tés économiques plutôt que de contribuer à  
son succès. Une politique industrielle effec-  
tive publique et populaire est donc alors néces-  
saire ne serait-ce que pour cette seule raison.  
Et comme le « marché » ne s'en occupe pas tout  
seul, des calculs globaux de planification inter-  
sectorielle sont en particulier nécessaires, et  
les diverses et indispensables connaissances  
locales ne suffisent pas » (p. 122).

C'est ce qu'avaient entrevu à leur manière  
les travailleurs portugais lorsqu'ils envisa-  
geaient au printemps 1975 d'entreprendre la  
reconversion de leurs entreprises, à l'image  
de ceux de Movauto qui avaient mis au point  
la production de réfrigérateurs (jusqu'alors  
importés) à la place des automobiles de luxe.

Kolm reconnaît donc qu'à moins de la briser,  
on n'échappe pas à la logique du marché, qui  
fonctionne au profit des patrons. Il applique à la  
France les leçons du Chili et du Portugal : « Le

Programme commun aura le plus grand mal à  
éviter que l'investissement ne s'effondre. Cela re-  
quera très largement sa budgétisation et sans  
doute davantage de nationalisations qu'il n'est  
prévu. » C'est le moins qu'on puisse dire ! Il  
ajoute : « La seule solution est de réaliser les in-  
vestissements productifs par responsabilité pu-  
blique et populaire... » Pour parler clair, il fau-  
drait dire que cela signifie le remplacement de  
la souveraineté du marché par une planifica-  
tion économique, et l'expropriation préalable de  
tous les secteurs clefs de l'économie.

Il est aussi possible d'envisager que l'amé-  
lioration du niveau de vie des travailleurs  
s'effectue autrement que par l'augmentation  
des salaires versés. On peut imaginer que  
cette amélioration s'opère en partie par la mul-  
tiplication et une qualité supérieure des équi-  
pements sociaux et des prestations sociales  
pris en charge par la collectivité. C'est d'ail-  
leurs ce que suggère Chevènement dans une  
série d'articles publiés dans *Le Monde* des  
29 et 30 avril. La consommation est ainsi  
mieux prévue et contrôlée, afin d'éviter un gon-  
flement sauvage des importations.

Mais une telle mesure, si elle est concevable  
dans une société socialiste (où elle serait libre-  
ment choisie et contrôlée par des travailleurs  
ayant réellement en main les leviers et les  
comptes de l'économie) ne serait qu'une super-  
cherie en société capitaliste, où les travailleurs  
n'ont aucune garantie que les dits « équipe-  
ments collectifs » leurs soient effectivement  
destinés, et qu'ils correspondent à leurs besoins  
les plus urgents.

Enfin, pour lutter contre le déficit du com-  
merce extérieur et la fuite des capitaux, Kolm  
reconnaît qu'il « faut mettre des entraves régle-  
mentaires aux sorties de capitaux », en ajou-  
tant : « Si on peut interdire la fuite des capi-  
taux, le problème est résolu. » Dès lors, on

comprend mal pourquoi il en reste à ce constat  
velléitaire sans chercher à discuter précisé-  
ment de ses « entraves réglementaires » et de  
leur efficacité éventuelle, sans envisager non  
plus les moyens concrets de la lutte contre la  
fuite des capitaux. Nous répétons en ce qui  
nous concerne que la seule politique efficace  
au service des travailleurs, serait celle qui  
prendrait des mesures radicales dans le sens  
du monopole d'État sur le commerce extérieur,  
de la non-convertibilité de la monnaie, de l'uni-  
fication du système bancaire (cf. *Cahiers de  
la Taupe*, n° 13).

### **Sortir du système**

Partant de l'idée qu'il y aurait deux interpré-  
tations possibles du Programme commun, une  
« dure » et une « molle », Kolm conclut, un tan-  
tinet désabusé : « En bref, le Programme com-  
mun ouvre deux alternatives, l'une n'est pas  
viable et l'autre ne change pas vraiment grand-  
chose » (p. 176). Cette impasse résulte du fait  
que l'hypothèse « dure » respecte aussi les lois  
et le cadre du système. Kolm constate encore :  
« Le Programme commun est un progrès assez  
sérieux en ce qui concerne les contrats défen-  
sifs (protection contre les licenciements en  
particulier et aussi quant aux conditions de  
travail), mais guère en ce qui concerne la par-  
ticipation effective aux choix et décisions glo-  
baux de production et d'activité » (p. 178).

Il entrevoit la seule voie qui permette de sor-  
tir du cercle vicieux et du système en même  
temps ; c'est celle de l'auto-organisation et du  
pouvoir des travailleurs : « Le plus important  
et le plus urgent est d'aller le plus vite possible  
le plus loin possible dans l'acquisition du pou-  
voir de décision le plus direct possible par les  
masses populaires. En particulier dans les en-  
treprises. C'est-à-dire d'aller aussi loin et aussi  
vite qu'on le peut vers le pouvoir populaire, le

contrôle ouvrier, l'autogestion bien comprise. Tous les problèmes et toutes les échéances convergent vers cette conclusion » (p. 68).

Seule la lutte des classes vient à bout des contradictions analysées. La solution est donc bel et bien politique, et les deux cents pages de

démonstration économique de Kolm y ramènent irrésistiblement.  
*Cahiers de la taupe* n° 15, juin 1977